

Rudy Demotte

«L'Eurométropole peut constituer un bastion anti-FN»

LES PHRASES CLÉS

«L'Eurométropole a plus que jamais à lutté contre le repli sur soi.»

«Marine Le Pen pourrait remettre en cause le programme européen Interreg, mais elle fera perdre beaucoup d'argent à la région du Nord.»

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Supprimer la coopération internationale de la Région Nord-Pas-de-Calais-Picardie: tel est le souhait de Marine Le Pen si le Front national devait remporter le second tour des régionales, dimanche. De son côté, le bourgmestre de Tournai Rudy Demotte assume actuellement la présidence tournante de l'Eurométropole, une structure de collaboration transfrontalière qui regroupe Tournai, Courtrai et l'agglomération lilloise. Il ne pense pas que l'on puisse si facilement enterrer une coopération qui, depuis plusieurs décennies, a montré son efficacité.

Quels enseignements tirez-vous de la victoire du Front national en France au premier tour des élections régionales?

Le FN est parvenu à entrer dans l'émotion et l'angoisse ressenties par une partie de la population. Cette sourde angoisse est indissociable des problèmes socio-économiques rencontrés par ces régions depuis les années septante. À cela s'est ajouté l'impact de la crise financière de 2008. Les gens ont payé un prix social fort pour les mouvements erratiques de l'économie. Des mouvements sur lesquels les politiques ont du reste peu de prise. Il faut avoir l'humilité de l'admettre. L'émotion, elle, provient de ce radicalisme violent et importé. De

leur côté, les leaders d'opinion et les médias doivent se remettre en question à propos de leur penchant pour l'événementiel, pour l'info qui ne va plus en profondeur. Les technocrates européens, enfin, ont également une part de responsabilité par leur engoncement dans des processus réglementaires opaques.

La Wallonie est-elle immunisée contre de telles poussées de populisme?

Entre la Wallonie et la France, il y a au moins deux différences fondamentales. Un: la France n'a pas, comme la Belgique, des corps intermédiaires comme les syndicats ou les mutuelles qui officient en tant qu'indispensables contre-pouvoirs et en tant qu'amortisseurs face aux chocs conjoncturels. Deux: on peut reprocher à la Belgique sa complexité institutionnelle, mais au moins cela permet de ne pas aller trop vite à la confrontation comme en France. Voyez Nicolas Sarkozy: il n'accepte même plus la logique d'un front républicain contre le FN, préférant une confrontation directe.

Comptez-vous revoir certaines collaborations avec le Nord de la France dans le cadre de l'Eurométropole?

Je ne m'attends pas à des situations conflictuelles à l'intérieur de l'Eurométropole où les rapports de forces sont connus, puisque tous les mandats ont été attribués. Au contraire, l'Eurométropole se situe hors champ

et pourrait dès lors devenir un bastion anti-FN. Cette structure a plus que jamais du sens pour promouvoir la diversité et lutter contre le repli sur soi.

Marine Le Pen évoque pourtant de revoir certaines collaborations.

Sur l'Eurométropole, elle n'aura pas d'influence directe. Elle pourrait en revanche remettre en cause les collaborations entamées dans le cadre du programme européen Interreg, mais ce faisant, elle prend le risque de faire

perdre beaucoup d'argent à la Région du Nord. Je rappelle que tous les jours, 27.000 Français de la région lilloise viennent travailler en Belgique, contre seulement 5.000 Belges qui font le trajet en sens inverse pour aller travailler. Je signale également que 2.550 entreprises belges ont des implantations en France. Ce genre de déclaration témoigne avant tout de l'indigence idéologique du FN.

Pour ce qui est des accords transfrontaliers futurs, ceux-ci seront examinés à l'aune de nos valeurs fondamentales.

C'est-à-dire?

On peut par exemple rappeler que le Front national a voté en mars dernier au Parlement européen contre un texte portant sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Il y était notamment question de contraception. Lors des débats, le chef de délégation FN avait estimé que l'avortement était une «arme de destruction massive contre la démographie européenne».

Vous vous concertez avec le bourgmestre de Courtrai, Vincent Van Quickenborne, sur la stratégie à adopter face au FN?

Nous nous concertons régulièrement. Nous avons un même socle de valeurs. Vincent Van Quickenborne est un démocrate animé d'une volonté de moderniser l'économie. Quant à la stratégie que nous allons développer en fonction des scénarios qui se présenteront, attendons d'abord de connaître le résultat du second tour en France.

Vous ne comptez pas épouser la ligne de Louis Michel qui, après la victoire électorale de Jorg Haider, déconseillait aux Belges d'aller skier en Autriche?

J'en appelle à la plus grande nuance. Ce n'est pas parce que le choix politique exprimé par le Nord de la France me déplaît que je n'irai plus manger à Cambrai ou que je ne me rendrai plus au festival du film d'Arras. J'aime profondément la France mais je ne transigerai pas sur certaines valeurs fondamentales.

COMMENT CONTRER LE FN?

RUDY DEMOTTE ÉTRILLE LA «STRANGULATION BUDGÉTAIRE» APPLIQUÉE PAR L'EUROPE

Parmi les causes du raz-de-marée Front national, Rudy Demotte pointe lourdement la technocratie européenne déconnectée des réalités des citoyens. «Il faudra revisiter la féconde entreprise normative de l'Union européenne», lance-t-il. Il suggère de travailler sur «un plan de relance qui injecte de véritables moyens dans l'économie». Cela signifie-t-il faire sauter le cadre budgétaire? «Il faut travailler de manière rigoureuse», tempère-t-il, «mais lorsqu'un chef d'entreprise ne fait plus la distinction entre une dépense de fonctionnement et une dépense d'investissement, il

fait courir son entreprise à la faillite.» Et Rudy Demotte de clouer au pilori «la logique de strangulation de l'investissement». **«Lorsqu'on nous oblige à comptabiliser comme une dépense courante un investissement dans un bâtiment scolaire, on commet un crime contre le développement des peuples.»** «Les abonnés absents de la relance économique, ce sont les stratèges européens. Ils sont en partie responsables de ce qui se passe en France aujourd'hui. Et si je me permets de critiquer le fonctionnement de l'Europe, c'est précisément parce que je suis europhile.»